

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Pour le respect des engagements financiers du Gabon

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Le président du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le général Brice-Clotaire Oligui Nguema, a reçu le 2 septembre 2023 à la présidence de la République, une délégation de banquiers nationaux conduite par Henri-Claude Oyima, président-directeur général du groupe BGFIBank, par ailleurs président de la Fédération des entreprises du Gabon (FEG), des dirigeants de l'APEC, du Trésor public et de la BEAC.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la poursuite des consultations entamées par le général Brice-Clotaire Oligui Nguema au lendemain de la mise en place du Comité pour la transition et la restauration des institutions

(CTRI). Il a été question principalement de faire le point de la situation financière, mais surtout de rassurer les bailleurs de fonds quand à la garantie de la signature de l'Etat gabonais. Le Gabon entend respecter de ses engagements financiers. C'est le message délivré à cette occasion.

Un point de situation sur les banques locales regroupées en association et orienté leurs échanges sur la définition des mécanismes de financement des entreprises par lesdites banques ainsi que la mise en œuvre pratique des mesures d'accompagnement des projets structurants de notre pays, tous secteurs confondus.

Pour rappel, le président du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) a reçu, le 31 août 2023, la Fédération des entreprises du Gabon (FEG). Au cours de ces échanges,



Photo: DR

Rencontre entre le président de la transition, Brice-Clotaire Oligui Nguema, et les banquiers de la place

quatre mesures phares ont été adoptées. Il s'agit du règlement de la dette intérieure à travers la mise en place d'un Club de

Libreville ; la restauration de la journée comptable au Trésor ; la mise en place d'un système de prévoyance sociale (CNSS,

CNAMGS) placé entièrement sous la gestion du secteur privé ; celle d'un système bancaire national pour les projets publics.

Réouverture des frontières aériennes

Photo: Aristide Moussavou/L'Union



L'aéroport international Léon-Mba de Libreville peut de nouveau accueillir des voyageurs.

MSM
Libreville/Gabon

Après trois jours de fermeture totale, le Porte-parole du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le lieutenant-colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi, a annoncé, le samedi 2 septembre, la réouverture des frontières, notamment aériennes, avec "effet immédiat", afin de favoriser la "continuité de l'État". Selon les nouvelles autorités gabonaises, cette décision a été prise dans le souci "de préserver le respect de l'État de droit, les bonnes

relations avec nos voisins et l'ensemble des États du monde et afin de favoriser la continuité de l'État tout en démontrant notre ferme volonté de tenir nos engagements internationaux".

Les autorités n'ont en revanche pas levé, ni même allégé, le couvre-feu qui demeure en vigueur sur l'ensemble du territoire de 18 h 00 à 6 h 00. Mais "les voyageurs arrivant en République gabonaise ou désireux de partir seront autorisés à circuler sur présentation de leurs documents de voyage", a précisé le lieutenant-colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi.

Équipements collectifs : les sociétés bénéficiaires des marchés sous pression

G.R.M
Libreville/Gabon

SUIVANT les instructions du président du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le général Brice-Clotaire Oligui Nguema, le secrétaire général du ministère des Travaux publics a réuni, le 1er septembre dernier, les responsables d'entreprises adjudicataires des marchés de réalisation des projets à fort impact économique et social.

Une rencontre d'autant plus importante qu'elle a permis à Pierre-Matthieu Obame Etouge de faire le point desdits projets avec ses interlocuteurs. Lesquels sont relatifs, a-t-on appris, à la construction des plateaux sportifs, à l'éclairage public, à la réhabilitation et au renforcement des capacités des établissements scolaires et des dispensaires, à l'hydraulique villageoise et à l'édification des espaces commerciaux. Les deux parties ont donc longuement



Photo: DR

Une vue de la séance de travail au ministère des Travaux publics.

évoqué la question financière de ces chantiers attribués aux entreprises, de même que les plannings d'exécution et de livraison des travaux.

On se rappelle que lors de la rencontre avec le secteur privé, le président du CTRI, tout en fixant les bases d'une stratégie concertée pour relancer l'économie, a sommé les sociétés ayant déjà perçu de l'argent pour l'exécution des marchés publics de

les achever. "Les routes qui ont été financées et qui ne sont pas faites, les responsables iront en prison. Ou il termine sa route ou il va en prison", a d'ores et déjà prévenu le général Brice-Clotaire Oligui Nguema.

"Il faut que tous ensemble, nous mettions un comité pour aller regarder l'état des travaux. Et quand les gens verront ça, ils comprendront que le climat a changé", a-t-il insisté.